



**DIR FIN CDE PUB/DC-2026-19
DECISION DU MAIRE**

Objet : Organisation de séjours pour les familles par l'intermédiaire de l'association "Vacances, Voyages, Loisirs" - RECHASTEL - Hiver 2026

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

Vu le Code de la Commande publique et notamment l'article L. 2511-1 et suivants qui exclut de son champ d'application les relations de quasi-régie ;

Vu la délibération n° 2023-104 du 2 octobre 2023 portant délégation de compétences du Conseil municipal au Maire et notamment le point 4 de son article 2 ;

Vu la délibération n° 2023-113 portant adhésion annuelle de la ville de Trappes à l'association « Vacances, Voyages, Loisirs (VVL) »;

Considérant que l'organisation des séjours vacances en direction des Trappistes :

- Relève de l'intérêt public, contribue à la lutte contre l'exclusion et participe à leur insertion;
- S'inscrit, à ce titre, dans l'action générale menée par les services de la Ville tout au long de l'année ;
- Représente un service social et éducatif relevant des compétences de la Ville ;

Considérant que la volonté municipale de développer des actions de prévention générale en direction du public « Familles », ainsi que de favoriser les actions visant le soutien à la parentalité ;

Considérant que le nombre de participants au séjour d'hiver pour les familles n'excède pas 57 personnes dont 55 participants, un animateur et un chauffeur présents sur place ;

Considérant que le prix unitaire maximum pour le séjour « RECHASTEL-Familles » s'élève à 487 euros TTC (selon tarifs indiqués dans le tableau ci-dessous) ;

Considérant que le prix total maximum prévu pour le séjour « RECHASTEL-Familles » s'élève à 30 261 euros TTC (selon décomposition des tarifs du séjour indiquée dans le tableau ci-dessous). Le montant du séjour peut varier, à la hausse comme à la baisse, en fonction de la composition familiale et du nombre de participants. Ce montant sera actualisé lors du solde du marché ;

Considérant que l'association « Vacances, Voyages, Loisirs (VVL) » est l'organe de coopération dont se sont dotées les collectivités pour gérer directement le service social et éducatif que représente l'organisation des séjours en direction des enfants, jeunes et familles et en conserver ainsi la maîtrise ;

Trappes, la Ville écologiste et solidaire !

DÉCIDE

Article 1 : D'organiser, en collaboration avec l'association « Vacances, Voyages, Loisirs (VVL) », organisme de coopération dont le siège social sis 39 avenue Henri Barbusse à 94408 VITRY-SUR-SEINE CEDEX, le séjour d'hiver suivant pour les familles et les jeunes selon le calendrier suivant :

Séjour « RECHASTEL » 10 rue Laurent Pascal – 04340 LA BREOLE Du 2 mars 2026 au 7 mars 2026	Coût TTC / personne (part Ville en euro)	Nombre de places	Coût total TTC (non-assujetti à la TVA)	Coût du séjour / personne (part participant en euro)
Forfait « hébergement »	430 € max. (famille) 530 € (animateur & chauffeur)	57	23 190 €	90 € / pers
Forfait « activités »	57 € max (+16 ans) 43 € max (-16 ans)	57	7 071 €	

Article 2 : De préciser que pour les frais médicaux et pharmaceutiques engagés (dans le cas d'une maladie) pour les soins dispensés aux jeunes en cours de séjour, la Ville en fera l'avance et se fera rembourser par les familles au retour des séjours. Concernant les frais médicaux et pharmaceutiques engagés (en cas d'accident) pour les soins dispensés aux jeunes en cours de séjour et après la fin de celui-ci, la Ville prendra la charge entière des soins (non remboursés par la Sécurité Sociale et/ou non pris charge par une mutuelle) jusqu'à la complète guérison du/de la jeune.

Article 3 : D'inscrire les crédits au budget de l'exercice en cours, chapitre 011, article 6288.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou affichage d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Versailles, ou d'un recours gracieux, devant le Maire de Trappes, qui dispose alors de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision prise, qu'elle soit implicite ou expresse, peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Versailles pendant un délai de deux mois, à compter de sa notification.

Un recours juridictionnel peut également être déposé sur l'application Telerecours citoyens en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : www.telerecours.fr. Dans ce cas, le demandeur n'a pas à produire de copies de son recours et le demandeur est assuré d'un enregistrement immédiat sans délai d'acheminement.

Fait à Trappes, Ali RABEH
Maire de Trappes



- 5 FEV. 2026